© M.KOTLARSKI/REA - M.LEMOINE/SIPA

Le news de l'économie

Challenges

www.challenges.fr

START-UP

Nos 50 futures licornes p.62



Rania Belkahia, PDG d'Afrimarket, L'«Amazon africain»

M 05726 - 598 - F: 4,20 €

N°699 DU 21 AU 27 FÉVRIER 2019 - BELGIQUE 4,30 € / LUXEMBOURG 4,30 € / CANADA 7,25 $ / MAROC 40 DH / TUNISIE 7,90 TND / ANTILLES-RÉUNION 4,40 € / TOM 795 XFP

Francs-maçons ENA • LGBT...

LES RÉSEAUX DE POUVOIR aujourd'hui p.40



LES NOUVEAUX RÉSEAUX D'INFLUENCE

Bien sûr, le secret qui entoure les loges maçonniques continue d'en faire le réseau le plus observé, surtout quand les « initiés » peuplent l'entourage d'Emmanuel Macron. Mais aujourd'hui la solidarité dont font preuve les milieux de la tech, les femmes et les LGBT (lesbiennes, gays…) est tout aussi efficace au cœur des entreprises et de l'appareil d'Etat. Sans oublier, à son sommet, la suprématie, jamais autant affichée, de l'ENA.



#FRANCS-MAÇONS

Des « frères » plutôt macron-compatibles

Quelle est la vraie nature des liens entre Alexandre Benalla, membre de la loge des Chevaliers de l'Espérance à la Grande Loge Nationale Française (GLNF), et le conseiller d'Emmanuel Macron, bientôt exfiltré, Ismaël Emelien, formé à l'école très maçonnique de Stéphane Fouks (tendance Grand Orient), chez Havas ? Comment comprendre les pluies de contrats que signe l'ancien garde du corps, son amitié avec l'affairiste Alexandre Djouhri, réfugié à Londres, comme avec Philippe Solomon, qui l'a introduit auprès de plusieurs chefs d'Etats africains francs-maçons ? Dans un tout autre registre, pourquoi une telle férocité dans la lutte de pouvoir entre Denis Kessler (Scor) et Thierry Derez (Covéa), qui fait écho à la bataille qu'avait conduite François Pérol pour fusionner les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne et prendre la présidence ? Au même titre qu'EDF, les entreprises du BTP, de distribution d'eau et toutes celles qui maillent le territoire, les mutuelles sont des repaires de « frères trois points ». Au siège de BPCE, les bornes directionnelles sont des triangles maçons, selon la volonté de Charles Milhaud, ex-président des Caisses d'Epargne évincé par Pérol, qui est tout sauf franc-maçon ! Et pourquoi les jeux de pouvoir à EDF et à la Caisse des dépôts entretiennent-ils le soupçon ? « *Parce que les francs-maçons y ont eu de l'importance* », témoigne un homme de réseaux passé par les deux entreprises, l'ex-journaliste Etienne Bertier, lui-même soupçonné, à tort promet-il, d'être « initié ». Il est aujourd'hui au service du Tchèque Daniel Kretinsky, l'homme qui rachète des pans entiers de la presse française.

Bras de fer dans le business

« *Sans verser dans la parano, chaque fois qu'une décision illogique est prise dans le monde des affaires, on peut suspecter qu'il y a solidarité maçonnique* », affirme le conseiller du tout-Paris du business, Alain Minc *(lire ci-contre)*. Contrairement à une idée reçue, les réseaux



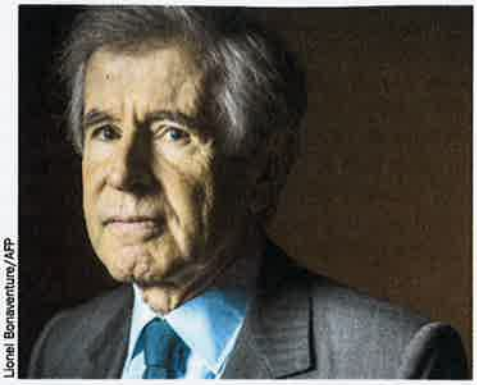
Jean-Philippe Hubsch, président du Grand-Orient de France depuis 2018, à Paris. Le candidat Macron avait planché rue Cadet, en juin 2016, et séduit bon nombre de francs-maçons.

Joel Saget/AFP

maçons ne sont pas une survivance des IIIe et IVe Républiques. Ils se développent au même rythme que le nombre de francs-maçons en France, multiplié par cinq en cinquante ans, pour atteindre aujourd'hui 180000 membres, réunis dans une vingtaine d'obédiences, où élus locaux, médecins, petits patrons, avocats, enseignants, policiers et militaires sont surreprésentés. La grande majorité est mue par le *« besoin de perfectionnement de soi-même, symbolisé par le processus initiatique »* si l'on en croit Roger Dachez, président de l'Institut maçonnique de France, membre de la GLNF, obédience déiste. Seuls les esprits mal intentionnés pensent que certains entrent dans ce *« système assumé d'entraide »* pour obtenir des contrats, favoriser sa carrière, voire faire sauter des PV ou décrocher un rendez-vous chez un spécialiste… Autant de petits arrangements locaux qui, toutefois, portent moins à conséquence que celui des maçons dans le big business.

C'est en 2014, lors de l'éviction d'Henri Proglio de la présidence d'EDF, que Macron a mesuré le poids des frères dans la sphère économique. François Hollande avait exigé de Manuel Valls qu'il avertisse l'intéressé moins d'une demi-heure avant la tenue du conseil des ministres. Pour empêcher son chef de gouvernement, avec Proglio et d'autres, de monter au front. Pris de vitesse, le réseau maçon réclame aussitôt… compensation. Directeur de cabinet de Jean-Yves Le Drian à la Défense, Cédric Lewandowski pousse Proglio pour la prési- ▶▶▶

ALAIN MINC
ESSAYISTE, CONSEILLER



Lionel Bonaventure/AFP

« A chaque nomination importante, les maçons se déchaînent »

Challenges. Dans votre dernier livre, on a été surpris de vous voir dénoncer le rôle néfaste des francs-maçons dans le monde des affaires…
Alain Minc. Mes yeux se sont dessillés dès 1983, lorsque le président de Saint-Gobain a lancé une OPA contre la Compagnie Générale des Eaux, qui s'est révélée une termitière franc-maçonne. Les ministres maçons ont alors défilé chez François Mitterrand qui a bloqué l'attaque. Je me suis intéressé au sujet et ai découvert depuis que de nombreuses entreprises, notamment dans le BTP, sont noyautées par des francs-maçons qui marginalisent les autres. C'est inadmissible.
Les critiquer, n'est-ce pas un peu démodé ?
Je ne le crois pas. Je suis convaincu que le mouvement n'est pas en déclin mais en expansion. Mais attention : il ne faut pas confondre la grande masse des « frères », qui ne cherchent qu'à approfondir ensemble leur réflexion et ceux qui, dans le monde des affaires, chassent en bande et font prévaloir leurs intérêts. Comme les affairistes de la Loge P2, jadis, en Italie. Lorsqu'une décision illogique est prise, on peut supposer qu'une solidarité maçonnique a joué.



VOYAGE AU CENTRE DU « SYSTÈME », Alain Minc, Grasset, 192 pages, 17 euros.

Qui sont-ils en France ?
Chacun sait que quand Francis Mayer dirigeait la Caisse des dépôts, ou quand Manuel Valls était à Matignon, tandis que ses amis Stéphane Fouks chez Havas et Alain Bauer se trouvaient au Grand Orient, le poids des maçons dans le monde des affaires était considérable. Mais ils étaient la partie visible de l'iceberg. Les plus redoutables avancent masqués. J'ai croisé un ami qui s'étonnait des trois pages que je consacrais aux maçons et m'a dit : *« L'inspection des Finances, c'est pareil. »* Je lui ai répondu qu'il y avait au moins une différence : nous, nous avons un annuaire. Lors de chaque nomination importante, on voit les maçons qui se déchaînent. Ils peuvent même faire virer un dirigeant compétent dans le seul but de le remplacer par un frère !

Propos recueillis par Airy Routier ▶

▶▶▶ dence de Thales. Hollande cède, contre l'avis de Macron, son ministre de l'Economie, qui en fait un casus belli et oblige Proglio à renoncer. Elu président, Macron prend le mors aux dents lorsqu'il apprend que Lewandowski, adoubé par François Roussely comme futur parrain des réseaux maçons dans le monde des affaires, cherche à être nommé patron de la DGSE. Muté au Quai d'Orsay, Le Drian est prié de se séparer de son directeur de cabinet, renvoyé à EDF. Celui-ci est toujours dans le collimateur : la ministre des Armées, Florence Parly, l'empêche de participer à des colloques organisés à l'Ecole militaire !



Ludovic Marin/AFP

Richard Ferrand derrière le président. Les « frères » ont beaucoup contribué à l'arrivée au pouvoir de Macron.

Emmanuel Macron n'entend pas céder aux frères trois points, alors que ceux-ci ont beaucoup contribué à son arrivée au pouvoir, avec notamment le soutien de François Patriat, Gérard Collomb et Richard Ferrand. Sa campagne, ni droite ni gauche, cherchait à *« réunir ce qui est épars »*, un dogme de la loi maçonnique. Sa tenue blanche fermée [séance ouverte à un seul invité non initié] au grand temple de la rue Cadet (Grand Orient) avait été appréciée. Les maçons avaient été séduits par sa jeunesse et la promesse d'un « pacte girondin », d'une décentralisation heureuse, d'une décrispation générale. Et ils avaient appelé à voter en masse contre Marine Le Pen. La victoire acquise, de nombreux frères, assistant à l'intronisation du nouveau président devant la pyramide du Louvre, ont même cru, à tort qu'il était des leurs, tant l'allusion était évidente…

Ils ont été confortés, après l'élection, par la formation d'un gouvernement très maçon-compatible, avec des frères revendiqués, comme Gérard Collomb, Jean-Yves Le Drian ou Jacques Mézard (nommé le 14 février au Conseil constitutionnel) et des proches : le père d'Edouard Philippe est un éminent maçon, comme celui de Marlène Schiappa. Autres ministres femmes en sympathie avec la mouvance : Muriel Pénicaud et Agnès Buzyn. Quant à Jean-Michel Blanquer, il revendique sa proximité : invité au dîner annuel de la Grande Loge de France, il a souligné ses *« convergences avec les valeurs maçonniques »*.

Nouvelle donne avec l'Elysée

La désillusion n'en fut que plus brutale pour de nombreux maçons, choqués par les choix verticaux du chef de l'Etat au cours de la première année de son mandat et par son cléricalisme supposé. La rupture s'est approfondie au printemps 2018 quand Macron a prononcé son discours devant le collège des Bernardins dans lequel il a assuré vouloir *« réparer »* le lien *« abîmé »* entre l'Eglise et l'Etat. Bronca générale des maçons laïcards. *« On attend un président, on entend un sous-curé »*, a commenté Jean-Luc Mélenchon, maçon depuis 1985. Le toilettage programmé de la loi de 1905 ajoute aux inquiétudes des frères de toutes obédiences, qui demeurent opposées à l'idée de toucher à ce texte symbolique. Alors que, pour Macron, si l'Etat est laïc, la société ne l'est pas.

Mais les fleurets sont désormais mouchetés. Un frère de rang élevé confie qu'en conduisant Emmanuel Macron à changer de politique, à reprendre langue avec les corps intermédiaires, les « gilets jaunes » lui ont permis de renouer avec les francs-maçons qui s'étaient éloignés, comme Gérard Collomb et Xavier Bertrand. La « bataille des cathos contre les maçons » n'aura peut-être pas lieu. Un legs de l'héroïque lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, à la fois fervent catholique et franc-maçon revendiqué ?

Airy Routier

#ENARQUES

Une carte de visite triomphante

Lucide, Gilles Boyer, plus proche conseiller du Premier ministre. *« Le fait de ne pas être énarque me ferme à jamais certains jobs,* nous confiait-il il y a quelques années. *Je ne serai jamais directeur de cabinet parce que je n'ai pas fait l'ENA. C'est bien ou ce n'est pas bien. Je ne sais pas. C'est comme ça. »* De fait, au moment d'entrer à Matignon, son vieux complice de l'écurie Juppé, Edouard Philippe, a préféré piocher dans sa promo de l'ENA pour constituer son équipe de collaborateurs *(lire ci-contre)* et lui tailler sur mesure un poste de « conseiller politique ». Armé de son DESS de droit public, Gilles Boyer côtoie désormais une flopée d'énarques : ces derniers représentent 38% de la cinquantaine de conseillers du Premier ministre, loin devant les polytechniciens (16%) et les diplômés d'école de commerce (14%). Un symbole de leur domination au sein des élites françaises *(voir infographie page 44)*.

« Buffet dînatoire »

ENA. Trois lettres qui valent plus que jamais sésame dans les palais de la République alors qu'Emmanuel Macron et Edouard Philippe en sont tous deux issus. Le gouvernement compte pas moins de cinq énarques – Bruno Le Maire (Economie), Florence Parly (Armées), Emmanuelle Wargon (Ecologie), Laurent Nunez (Intérieur) et Agnès Pannier-Runacher (Industrie) – et même une ancienne directrice de l'ENA, la ministre des Affaires européennes Nathalie Loiseau. Quant aux 185 grands directeurs, directrices et bras droits de ministres, qui font tourner la machine gouvernementale au quotidien, quelque 44% viennent de la prestigieuse école.

Les ex-camarades d'hier se croisent dans les coulisses du pouvoir. La



Levy/Challenges

Sibyle Veil (promotion Senghor). Ex-camarade d'apéros du futur président, elle est devenue patronne de Radio France l'an passé.



Thomas Samson/AFP

Emmanuelle Wargon (promotion Marc-Bloch). La secrétaire d'Etat à la Transition écologique y a côtoyé le Premier ministre Edouard Philippe.

Avantage à la promo Macron dans les allées du pouvoir

La promo Senghor a éclipsé la promo Voltaire. Il y a aujourd'hui plus d'ex-camarades de l'ENA d'Emmanuel Macron à l'Elysée qu'il y avait hier d'anciens de la promo Hollande. Dernier arrivé, Jérôme Rivoisy est chargé depuis septembre de réorganiser les services du Château sur fond d'affaire Benalla. Il a retrouvé quatre de ses anciens comparses : la conseillère santé Marie Fontanel, le conseiller diplomatique Aurélien Lechevallier, le conseiller Afrique Franck Paris et le conseiller Outre-Mer Stanislas Cazelles.

Parmi les autres anciens « Senghor » (2002-2004) en vue dans la Macronie, il y a Amélie Verdier, la directrice du Budget, Luis Vassy, le directeur adjoint du cabinet du ministre des Affaires étrangères, et bien sûr Sibyle Veil, ex-camarade d'apéros du futur président, devenue patronne de Radio France l'an passé. Sans oublier Romain Grau, député LREM des Pyrénées-Orientales.

En comparaison, la promo d'Edouard Philippe se fait plus discrète. Même si le Premier ministre a choisi son ancien camarade Benoît Ribadeau-Dumas comme directeur de cabinet, l'un des postes les plus puissants de la République, et Emmanuel Lenain comme conseiller diplomatique. Dans la promo Marc-Bloch, sortie de l'ENA en 1997, il a aussi connu la nouvelle secrétaire d'Etat à la Transition écologique, Emmanuelle Wargon. Depuis 2017, Jean Maïa a été nommé secrétaire général du Conseil constitutionnel et Isabelle Saurat a décroché la direction de l'immobilier de l'Etat. Le match n'en est même pas à la mi-temps... ■

ministre des Armées, Florence Parly, et la dircab de François de Rugy, Nicole Klein, se connaissent depuis les bancs de la promo Fernand Braudel en 1987. Les bras droits de Bruno Le Maire et Florence Parly, Emmanuel Moulin et Martin Briens, partagent leurs souvenirs de la promo Victor Schœlcher de 1996. Et la promo de l'an 2000 « Averroès » – outre Agnès Pannier-Runacher – est représentée par Alexis Kohler, secrétaire général de l'Elysée, Thomas Fatome, directeur adjoint de cabinet à Matignon, et Mathieu Hérondart, bras droit de la ministre de la Justice. *« La promo de l'ENA, c'est un réseau parmi d'autres*, tempère Gaspard Gantzer, ex-conseiller de François Hollande et camarade d'Emmanuel Macron à l'ENA. *On a vécu deux ans ensemble, on se connaît bien. Cela crée des amitiés mais aussi des inimitiés. »*

Des «grands corps» puissants

Histoire de resserrer les liens entre les 4 000 énarques en activité, l'association des anciens convie une fois par mois ses membres à un « buffet dînatoire » autour d'une personnalité de l'école. Isabelle de Silva, la présidente de l'Autorité de la concurrence, a planché en octobre sur la régulation du marché ; Michèle Pappalardo, pilier de la Cour des comptes, ou Gilles de Margerie, patron de France Stratégie, sont attendus ces prochains mois. *« C'est l'occasion de prendre un contact, de glisser qu'on cherche un job*, relate un haut fonctionnaire de Bercy. *Mais cela ne vaut pas la solidarité entre conseillers d'Etat ou inspecteurs des Finances. »*

Parmi les énarques, les mieux classés forment en effet un sous-ensemble plus puissant encore. Avec la culture du carnet d'adresses bien ancrée chez ceux qui intègrent les fameux « grands corps » : inspection générale des Finances (IGF), Conseil d'Etat, Cour des comptes. *« L'appartenance à un grand corps offre des facilités*, a admis Emmanuel Roux, sorti à la Cour des comptes et aujourd'hui directeur général de la mutuelle Aesio, devant une commission d'enquête de sénateurs sur la haute fonction ▶▶▶

DES ÉNARQUES DE PLUS EN PLUS PRÉSENTS



Pour mesurer le poids respectif des réseaux de diplômés dans les élites françaises, et leur évolution, le *Who's Who in France* est probablement le meilleur outil. Son directeur, Pierre-Jean Doriel, commente ainsi l'augmentation du nombre de personnalités issues de l'ENA parmi les 18000 noms recensés dans chaque édition depuis quinze ans : *« Ce n'est pas le fait d'une montée en puissance de la haute administration française. Mais plutôt un témoignage de la porosité de plus en plus commune entre les grandes entreprises privées et les grandes administrations. »*

▶▶▶ publique. *C'est une carte de visite, une facilité de réseau. »* Deux fois par an, les 323 membres du Conseil d'Etat sont invités à un cocktail et aux vœux du vice-président, Bruno Lasserre. Chacun espère y croiser les stars du corps, tels Guillaume Pepy, patron de la SNCF, Martin Hirsch, directeur de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, ou Philippe Wahl, président de La Poste.

Chasses gardées

Véritable caste de la haute administration, les conseillers d'Etat veillent jalousement sur leurs chasses gardées. Depuis 2017, ils ont raflé tous les postes de directeurs des affaires juridiques ouverts dans des ministères et ont conservé la tête de la Commission nationale de l'informatique et des libertés avec l'arrivée de Marie-Laure Denis en février. Quelques-uns sautent le pas en allant dans le privé. Comme Laurent Olléon qui a rejoint le cabinet d'avocats anglo-saxon Orrick ou de Laurent Vallée, ex-secrétaire général du Conseil constitutionnel, devenu secrétaire général de Carrefour. *« S'agissant de la cooptation des conseillers d'Etat*, s'est amusé ce dernier face aux sénateurs en mai, *il me semble, et j'espère, que l'une des raisons de leurs recrutements hors du Conseil d'Etat réside aussi dans leur qualité. »*

Champions du pantouflage dans le privé, les inspecteurs des Finances pratiquent, eux, avec assiduité les « déjeuners de corps ». Le principe : un ancien invite une quinzaine d'inspecteurs, dont quelques jeunes qui débutent à Bercy. Ces derniers mois, Alexandre Bompard, PDG de Carrefour, et Frédérique Bredin, présidente du Centre national du cinéma, ont joué les maîtres de cérémonie. Le réseau IGF est toujours omniprésent dans les banques. En mai, Nicolas Dufourcq, directeur de la Banque publique d'investissement, a poussé Olivier Sichel à la tête de la « Banque des territoires » au sein de la Caisse des dépôts. En juin, Frédéric Oudéa, patron de la Société générale, a débauché Sébastien Proto de chez Rothschild & Co pour en faire son directeur de la stratégie. François Pérol, après avoir conseillé Nicolas Sarkozy à l'Elysée, et avant d'intégrer Rothschild & Co, avait entraîné François Riahi et Marguerite Bérard chez BPCE. Le premier dirige la banque d'investissement Natixis depuis un an, la seconde a pris les rênes de la banque de détail chez BNP Paribas en janvier.

Et quand Stéphane Richard, le PDG d'Orange, a lancé Orange Bank, il a fait appel à Delphine d'Amarzit, ex-secrétaire général de Canal Plus. *« Ils ont tous l'annuaire de l'inspection des Finances dans leur tiroir*, rapporte un connaisseur du milieu bancaire. *Ils se recrutent entre eux, se rendent des services. »* Ce qui n'empêche pas quelques batailles homériques comme celle de l'IGF Jean-Pierre Denis, patron d'Arkéa, qui veut rompre avec le groupe du Crédit Mutuel dirigé par l'IGF Nicolas Théry. Les querelles d'ego sont parfois plus fortes que le réseau.

Laurent Fargues

#LGBT

De la cause militante à la convivialité

Il fallait débourser 8000 euros pour une table de dix personnes. Axa, Airbus, Vinci, BNP Paribas, Microsoft, etc. Une trentaine d'entreprises ont réservé la leur. Le 28 novembre 2018, au Pavillon Gabriel, à Paris, se tenait le premier gala caritatif du Refuge, organisé à l'occasion de son 15e anniversaire. Etaient présents le ministre de la Culture Franck Riester, le secrétaire d'Etat chargé du numérique Mounir Mahjoubi et le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux. Ce soir-là, l'association, créée en 2003 pour aider et accueillir les jeunes LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) rejetés par leur entourage, a récolté près de 250000 euros. *« Depuis deux ou trois ans, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à nous soutenir »*, constate Nicolas Noguier, président et fondateur de l'association. Présente dans 46 départements, l'association emploie près de 350 bénévoles pour qui le Refuge est un réseau efficace. *« Lorsque j'ai quitté Paris pour créer mon entreprise dans le Sud, j'ai pu rencontrer de nombreuses personnes qui m'ont aidé à m'installer »*, observe l'un d'eux.

Groupes en entreprise

La loi sur le mariage pour tous de 2013 a renforcé la visibilité des homosexuels mais aussi provoqué – ou plutôt révélé – un sursaut des discours et des actes homophobes. Les associations comme le Refuge ou l'Autre Cercle *(voir encadré)*, se sont beaucoup développées. *« Aujourd'hui, il n'y a presque plus une seule entreprise qui n'ait son groupe LGBT »*, observe l'avocat Emmanuel Pierrat. Groupements politiques ou maçonniques, clubs sportifs, associations d'élèves dans les universités ou les grandes écoles : les réseaux homos sont plus



Soirée de gala pour les 20 ans de l'Autre Cercle, à la mairie de Paris, en 2017. L'association réunit tous les ans un « club des signataires » de sa charte et les réseaux LGBT créés dans les entreprises.

L'autre Cercle/SP

nombreux que jamais. Au risque de donner l'illusion d'un « lobby » occulte et tout-puissant, réputé actif au ministère de la Culture, à la mairie de Paris ou au Quai d'Orsay.

« Beaucoup de mythes circulent, assure l'essayiste Laurent Kupferman. *Ils tiennent aux préjugés des homophobes mais aussi au fait que certains homosexuels exagèrent leur influence. »* Les fantasmes se nourrissent du secret. Or rares sont les gays « de pouvoir » à avoir fait connaître publiquement leur orientation sexuelle. Des hommes politiques comme Franck Riester ou, plus récemment, Mounir Mahjoubi ont fait leur *coming out* mais de tels exemples demeurent rarissimes dans le monde de l'entreprise. La plupart ont décidé de « rester dans le placard »… Dans le dernier classement des 50 personnalités LGBT les plus influentes du monde des affaires, publié chaque année par le *Financial Times*, ne figurait… aucun Français.

« Loin de constituer un lobby occulte, les réseaux gay fonctionnent comme ceux des Corses, des Bretons ou des anciens de telle école ou de telle entreprise, sur une appartenance commune », remarque Emmanuel Pierrat. Pour être socialement efficaces, ils doivent offrir une dose de convivialité. *« Plus ils sont sérieux, moins ils fonctionnent,* observe Laurent Kupferman. *Les groupes militants, comme Aides ou Act Up, sont bons pour l'influence, pas pour le réseau. »* Les clubs de sport « gay-friendly » jouent mieux ce rôle, comme le Paname Boxing Club, à Paris, club de boxe française *« ouvert aux gays, lesbiennes, hétéros, bi et trans »*.

Entraide et lieu de fête

Les fraternelles maçonniques ne négligent pas cette dimension conviviale. Des dîners sont organisés par les Enfants de Cambacérès, fraternelle créée en 1999 autant pour lutter contre l'homophobie dans la franc-maçonnerie que pour défendre la loi sur le pacs et, plus tard, celle sur le mariage pour tous. Une autre structure leur fait concurrence, plus jeune et moins tournée vers la politique. Baptisée Un autre lien, elle est ouverte aux frères de tous grades et toutes obédiences, ainsi qu'aux hétéros et aux profanes lors de l'apéro qui a lieu le premier dimanche de chaque mois en présence d'un intervenant maçon et/ou LGBT. *« Nous sommes une association de convivialité, davantage un réseau d'amitié et d'entraide qu'une structure vouée à peser sur les débats de société »*, explique Yves, son président. Les lieux de fête, en revanche, même CSP+, ne sont guère propices au « réseautage ». La guinguette du Rosa Bonheur qui accueille chaque dimanche soir, dans le jardin des Buttes Chaumont, des centaines d'homos, demeure un lieu plus fait pour draguer et s'amuser que pour se constituer un carnet d'adresses utile. **Bertrand Fraysse** ▶



Ludovic Marin/AFP

Franck Riester, ministre de la Culture. Rares sont les gays « de pouvoir » à avoir fait leur *coming out*.

L'Autre Cercle s'agrandit

Jeudi 7 février, le leader de la transformation digitale Atos signait la charte LGBT de l'Autre Cercle. Et s'engageait ainsi à lutter contre les discriminations visant ses salariés lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres. Atos est le 111e signataire de cette charte créée en 2012 avec le cabinet de conseil Accenture, et adoptée depuis par des entreprises (Sodexo, Monoprix, Allianz, General Electric, etc.), des ministères (Travail, Culture) ou des collectivités locales (Paris, Bordeaux). Né en 1998, l'Autre Cercle – environ 500 adhérents dans une douzaine de régions – n'est pas seulement une organisation militante. *« Les adhérents y trouvent une atmosphère conviviale,* souligne Catherine Tripon, sa porte-parole. *Des apéritifs, des dîners sont organisés. Chacun peut en profiter pour trouver un expert-comptable, un avocat ou une agence de communication. »* L'Autre Cercle joue aussi un rôle dans la création de réseaux LGBT dans les entreprises. Première banque à signer la charte, dès 2015, BNP-Paribas a officialisé en même temps le lancement en son sein d'un groupe LGBT, Pride France. L'Autre Cercle tisse également un lien entre ces différents réseaux grâce à un « club des signataires » qui se réunit chaque année. La dernière fois, c'était au ministère de la Culture, lieu « gay-friendly »par excellence.



Women's Forum/SP

Lors du Women's Forum, au Carrousel du Louvre, à Paris, le 16 novembre 2018. Près de quinze ans après sa création, l'événement s'est transformé et a inspiré de nombreux réseaux féminins.

Elles essaiment sans limite

Certaines travaillent dans des grands groupes comme Burberry, Chanel, Christian Dior Couture, Swarovski ou L'Oréal. D'autres sont écrivaines, consultantes ou créatrices de start-up. Ce lundi 31 janvier, une trentaine de professionnelles du luxe se retrouvent dans un salon d'Oddo BHF à l'invitation de The Ladies Bank, le réseau « femmes » de la banque franco-allemande, pour participer au lancement d'un cercle Lean In Luxury. Lean In ? Une organisation à but non lucratif lancée en 2010 par Sheryl Sandberg, la numéro 2 de Facebook, pour encourager les femmes à se regrouper en réseaux afin d'*« apprendre et progresser ensemble »*. Le succès a été immédiat, et aujourd'hui 2 millions de femmes participent à 40 000 cercles dans 170 pays du monde. En France, l'avocate Insaff El-Hassini a donné le coup d'envoi en 2014 et 136 cercles – réunissant un millier de femmes – ont vu le jour.

Solidarité et pouvoir

« C'est une organisation efficace, qui est aussi très libre », analyse Bettina Fröhlich, à l'origine de l'initiative du jour. Cette Allemande installée en France, qui a déjà créé d'autres réseaux d'affaires dans le secteur du luxe, a décidé de se lancer après avoir suivi l'été dernier un *« atelier d'initiation »* proposé par Lean In France. Les objectifs ? Le site Web de l'organisation, qui fournit aussi des outils pour animer les cercles, en propose un certain nombre. Par exemple *« se soutenir »*,*« prendre la parole en tant que femmes »*,*« développer de nouvelles compétences »*, *« apprendre à négocier »* ou encore *« gagner en confiance »*.

Lors de la soirée du 31 janvier, chacune des participantes explique à sa façon ce qu'elle attend du réseau. *« Souvent, j'ai l'impression qu'on ne me fait pas confiance, j'ai besoin de sentir que c'est aussi une force d'être une femme »*, explique une jeune lobbyiste. *« Je cherche comment donner du sens à nos métiers dans le luxe »*, indique une spécialiste de la communication digitale. *« Il faut que nous soyons solidaires »*,*« j'ai besoin de comprendre les nouvelles pratiques de l'entre-*

prise », « *nous pourrions partager quelques-unes de nos difficultés* », suggèrent d'autres participantes. « *Peut-on incarner le pouvoir sans se transformer en hommes ?* », s'interroge l'une d'elles, cadre dans un grand groupe.

En 2005, la création du Women's Forum par Aude de Thuin et un groupe de femmes d'affaires avait provoqué l'étonnement, et quelques moqueries. Sous la houlette de Publicis, et la direction de Chiara Corazza, l'événement s'est transformé, mais il vit toujours et s'exporte maintenant au Canada, au Mexique ou à Singapour. Surtout, l'idée de réseau féminin s'est répandue comme une traînée de poudre. Témoignages de « rôle modèles », partage d'expériences ou engagement commun pour une cause telle que la lutte contre le sexisme, tous ont pour objectif ultime de briser le plafond de verre.

Dans et hors des entreprises

Politique, culture, business : leur nombre explose. « *C'est une lame de fond dont on ne mesure pas encore l'ampleur* », estime Emmanuelle Gagliardi, coauteure de *Réseaux au féminin – guide pratique pour booster sa carrière* (Eyrolles) dont la dernière édition, en juin 2018, en répertoriait 500 dans l'Hexagone. « *C'est le double de ce qui existait dix ans plus tôt* », souligne-t-elle. Grandes écoles au féminin, Elues locales, StartHer (jeunes entrepreneuses), Femmes Business Angels ou encore le Laboratoire de l'égalité, un réseau d'influence qui pèse dans le débat politique, font désormais partie des institutions bien établies.

Aujourd'hui, les réseaux féminins sont partout et fleurissent aussi à l'intérieur même des entreprises, comme en témoigne Catherine Ladousse (Lenovo). Responsable de la communication pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient du fabricant d'ordinateurs, cette ancienne d'IBM préside et anime le cercle InterElles, un « réseau de réseaux » qui regroupe quatorze réseaux d'entreprises d'ingénieurs (souvent peu féminisées) comme Air liquide, Engie, Orange, GE ou Schlumberger. Fin janvier, elle a publié un *Guide pour créer son réseau en entreprise*. L'attente était forte : « *On nous demande souvent comment créer un réseau interne. Nous avons donc décidé de mutualiser nos expériences en créant un kit réseau.* »



Patrick Bagein

Patricia Chapelotte et Bruno Le Maire à Bercy, lors de la remise des insignes de chevalier de la Légion d'honneur. La présidente d'Albera Conseil a créé le club Génération Femmes d'influence, qui regroupe des entrepreneuses.

En se généralisant, les réseaux de femmes deviennent de plus en plus souvent des réseaux « mixité ». Le mot d'ordre est désormais d'associer des hommes à ces initiatives, qui leur ont si fréquemment fait grincer des dents. Ne pas hérisser la gent masculine est maintenant une consigne assez répandue, par souci de convivialité mais aussi d'efficacité. Et cela même si ces réseaux en entreprises sont bel et bien devenus des outils utilisés par les directions des ressources humaines pour identifier les hauts potentiels féminins et « *les insérer dans des programmes pour développer leur leadership* ».

Les réseaux, un luxe pour privilégiées ? « *Je ne suis pas pour les réseaux élitistes* », tranche Catherine Ladousse, pour qui ils doivent permettre de promouvoir des femmes du bas en haut de l'échelle. Et puis, la solidarité n'est pas un vain mot. Cofondatrice du Women's Forum et présidente de Webedia, Véronique Morali, avec plusieurs autres femmes d'affaires, a créé la même année Force Femmes. Objectif, aider les femmes de plus de 45 ans en recherche d'emploi à se reconnecter plus facilement au monde du travail. Formations, suivi, coaching, l'association compte aujourd'hui 850 bénévoles solidement ancrées dans l'univers professionnel. Elle a accompagné plus de 30 000 femmes, dont 3000 l'an dernier. « *En 2018, 46 % de ces femmes ont trouvé un emploi* », se félicite Véronique Morali. L'influence et les carnets d'adresses trouvent là toute leur utilité pour faire bénéficier le réseau du soutien de grands groupes comme LinkedIn France, Michael Page ou Coca-Cola France. Une aide qui prend la forme très concrète d'offres d'emploi : Engie vient d'en ouvrir 8000 à Force Femmes.

Anne-Marie Rocco ▶

Un réseau distingué à Bercy

« *J'avais envie de m'engager pour la cause des femmes.* » Ce 13 février à Bercy, au septième et dernier étage de l'hôtel des ministres avec vue plongeante sur la Seine, c'est tout un réseau de femmes qui honorait Patricia Chapelotte, présidente d'Albera Conseil, recevant les insignes de chevalier de la Légion d'honneur. Trois ministres pour elle, dont Bruno Le Maire, qui lui a agrafé le ruban, témoignaient de la vitalité et de la solidarité de la réussite au féminin. Yaël Braun-Pivet, présidente de la commission des lois à l'Assemblée, Marie-Claire Capobianco (BNP Paribas) ou encore Angélique Gérard (Iliad-Free) étaient là pour entendre le ministre de l'Economie saluer « *l'engagement au service de l'économie* ». En créant le club Génération Femmes d'influence, Patricia Chapelotte a regroupé des entrepreneuses souhaitant « *cultiver un réseau, faire du business, créer des passerelles ou partager une expérience* », avant de lancer en 2014, le prix de la Femme d'influence. De l'administratrice judiciaire Hélène Bourbouloux, star du redressement d'entreprise, à Nathalie Loiseau, aujourd'hui ministre des Affaires européennes, d'anciennes lauréates étaient présentes, mais aussi l'avocate Valérie Lafarge-Sarkozy, l'éditrice Marie-Pic Pâris Allavena (Eyrolles), la bâtonnière de Paris Me Marie-Aimée Peyron ou la directrice exécutive de Bayard, Sybille Le Maire… sœur du ministre.

#CLASSIQUES

Les « gilets jaunes » réveillent le Siècle et le Rotary

Merci les « gilets jaunes » ! Les manifestations parisiennes et les blocages de ronds-points dans toute la France ont dynamisé ces dernières semaines les traditionnels clubs et cercles des élites. Lors d'un récent dîner du Siècle au Cercle de l'Union Interalliée, un débat s'est ainsi diffusé de table en table : faut-il ou non distribuer la « prime Macron » dans les entreprises ? Les discussions sont restées feutrées, comme l'exige la coutume de cette institution née en 1944 et qui compterait 600 membres. Mais parmi les patrons, hauts fonctionnaires et autres personnalités présentes, un vrai clivage s'est fait jour. Certains soulignaient l'urgence de la situation et la nécessité de délier les bourses, quand d'autres jugeaient qu'il ne fallait pas céder à la pression de la rue. Le Siècle, présidé par Patricia Barbizet, ex-directrice générale d'Artemis *(lire son portrait p. 52)*, garantit la confidentialité des débats. On n'en saura donc pas plus sur la position de quelques membres éminents : Stéphane Boujnah (Euronext), Guillaume Pepy (SNCF), Nicole Notat (Vigeo), Denis Kessler (Scor), Claude Tendil (Generali)…

Un ancien de la DGSE à l'APM

La très apolitique Association Progrès du Management (APM) y est, elle aussi, allée de son analyse sur les « gilets jaunes ». Ce club créé en 1987, qui revendique l'adhésion de plus de 8 000 dirigeants d'entreprises, n'est pourtant pas un lieu de débat sur l'actualité. Fondée par Pierre Bellon (Sodexo) et très présente en régions, l'APM a pour mission de stimuler les managers par le partage d'expérience et par des échanges avec des experts. Mais cette fois, l'association a choisi de diffuser un entretien d'une heure avec l'ex-agent de la DGSE Xavier Guilhou : un gros succès d'audience et de reprise en régions. *« Dans de telles situations, les managers et dirigeants ont besoin d'une grille de lecture,* explique Béatrice Castaing de Longueville, directrice générale de l'APM. *Notre organisation se doit d'être présente sur des sujets d'une telle importance. »*

La traînée de poudre jaune s'est même répandue dans les Rotary Clubs de France. En marge de leurs décisions sur diverses œuvres sociales et humanitaires, qui rythment les déjeuners ou dîners hebdomadaires, le sujet a irrigué les discussions de ces petites assemblées de notables, créées au début du XXe siècle aux Etats-Unis, et dont l'objet est de permettre de tisser des liens entre petits patrons et professions libérales. *« Ces thèmes sont dans nos préoccupations,* relève William Modéré, avocat retraité et secrétaire du Rotary Club Paris Sud Est. *Car, contrairement au fantasme qui nous voit comme une société secrète ou un club de privilégiés, nous tentons de contribuer à un début de solution à ces problèmes. »* Tous les clubs ne se sont toutefois pas mobilisés sur le sujet. Bernard Choix, 72 ans, notaire et pilier du Rotary de Neuilly, le reconnaît sans détour : *« A Neuilly, il n'y avait pas de "gilets jaunes", nous n'en avons donc pas parlé. »*

Utiles, ces soubresauts dans les débats, pour tirer ces clubs élitistes de



Elodie Grégoire/Rea

Débat avec François Hollande, lors de la 6e édition des « Napoleons » en juillet 2017, en Arles. Le ticket d'entrée ? 2 650 euros pour se retrouver entre gens de vraiment bonne compagnie et écouter des « speakers » au milieu du gratin de la com'.



Hamilton/Rea

Hôtel Perrinet de Jars, à Paris, où se réunit le Cercle de l'Union Interalliée. Il accueille aussi les dîners du Siècle.



l'assoupissement qui les menace? William Modéré confesse un manque de renouvellement : *« Nous luttons pour ne pas nous transformer en club de retraités*, explique le rotarien, âgé de 70 ans. *Les jeunes entrepreneurs d'aujourd'hui n'ont plus guère de temps ni d'argent à consacrer à des associations comme la nôtre. »*

Petits services entre amis

Le Siècle n'échappe pas aux critiques de sénescence, malgré l'arrivée régulière de membres comme Frédéric Jousset, fondateur de Webhelp et président de l'association des Alumni HEC, ou Manuel Flam, quadra, énarque et directeur du développement du groupe immobilier IDEC. *« Penser que le pouvoir d'un club comme Le Siècle s'efface est une erreur, car c'est lui prêter un pouvoir qu'il n'a pas*, tranche un financier, membre de l'institution. *Le Siècle n'est pas un think tank, un lieu d'influence défendant des points de vue constitués. C'est un club de discussions, qui permet d'écouter aussi bien un médecin de haut niveau qu'un astronome. »* Il passerait donc sans peine les effets de mode, contrairement à l'avis de cet autre observateur, souvent invité : *« Le Siècle n'est plus un lieu de pouvoir. On y croise de nombreux déclassés. Des organisations plus récentes comme le Wine & Business Club ou le Chinese Business Club sont bien plus porteuses. »* Deux clubs qui comptent désormais des centaines de membres à leur actif, et qui sont devenus des entreprises florissantes.

« C'est une question de bon sens, complète Bernard Choix, du Rotary de Neuilly. *Lorsque l'on cherche une information, mieux vaut se fier à un échange avec des personnes que l'on connaît, c'est plus efficace que de se plonger dans le* Bottin. *Et les réseaux sociaux en tout genre ne remplaceront jamais ce contact humain. »* Un lobbyiste et fin connaisseur des réseaux voit d'ailleurs dans cet aspect très utilitaire l'explication de la résilience de ces lieux de réunion des élites. *« Ils jouent en réalité le rôle d'immenses chambres de compensation : leurs membres se rendent des services. Ces organisations sont très guindées et aristocratiques, comme l'impose le réseautage dans la culture des élites françaises. »* Saupoudrées d'un peu de poussière, elles n'en paraissent que plus honorables. **Grégoire Pinson** ▶

Les Napoleons ont la cote

Ils sont sympas et bienveillants. Ils en ont marre *« des gens qui critiquent, dénoncent, revendiquent »*. Ils veulent montrer que *« ceux qui ont la patate et réussissent dans le business peuvent aussi aimer l'engagement de la vie associative et l'héritage de la France des lumières »*. Et ils ont créé il y a cinq ans « Les Napoleons », un réseau qui grossit au rythme de deux transhumances annuelles, l'une à Val-d'Isère en janvier, et l'autre en Arles en juillet. Mondher Abdennadher, serial entrepreneur, et Olivier Moulierac, créatif impénitent, phosphoraient il y a à peine six semaines autour du thème « Progrès » avec 410 « Napoleons » au compteur : après quelques heures de ski dans l'Espace Killy, on se retrouvait pour écouter le mathématicien Cédric Villani sur l'intelligence artificielle ou le Canadien Paul Watson, militant écologiste de la première heure, et 43 autres « speakers » – les anglicismes pullulent aux « Napoleons » –, dont certains sont des talents parfaitement inconnus, pépites découvertes par le duo Mondher-Olivier. L'été dernier, en Arles, le thème choisi était « Truth » (la vérité). Mais plus encore que les confessions du ministre Bruno Le Maire ou les doutes de l'avocat Pierre-Olivier Sur, c'est le cadre magique qui importe : peut-on vraiment raconter des carabistouilles dans les Arènes ou sur la scène du Théâtre antique? De longues plages de networking sont préservées – le gratin du monde de la com'est là en tenue estivale –, les expos des Rencontres photographiques sont à deux pas pour ajouter de la sensibilité à la curiosité, et près de 500 « Napoleons » sont apparemment ravis de payer 2650 euros (logement non compris) pour se retrouver entre gens de vraiment bonne compagnie. Pour les « Freshers » (les nouveaux venus), le prochain départ de l'« Icebreaker train », le TGV affrété spécialement pour Arles, est prévu le 17 juillet, et le titre de cette 10e édition sera « Legacy », la transmission. Sujet sur lequel Mondher Abdennadher et Olivier Moulierac excellent!. **V. B.**



A. Boi/France Digitale

Réception à l'Elysée, en septembre 2018, avant le lancement du France Digitale Day. L'événement est devenu en quelques années «the place to be».

Tickets pour le Gotha de la tech française

Profil bas au CES. Cette année, pour changer, les politiques se sont faits très discrets dans les allées de la grande foire mondiale de la tech, qui se tient chaque année, début janvier, à Las Vegas. Effet « gilets jaunes », la fréquentation des start-up est devenue un peu moins tendance en début d'année. Un mal pour un bien ? Les entrepreneurs français se rendent finalement compte qu'ils peuvent faire aussi bien sans l'effervescence médiatique provoquée par le petit monde politique. Le réseautage prime plus que jamais sur l'affichage.

Quelques mois plus tôt, le Gotha de la tech française était ainsi reçu à l'Elysée par Emmanuel Macron à la veille du France Digitale Day, grand rendez-vous de l'écosystème qui se tenait, fin septembre, au Musée des arts forains, à Paris. Plus de 4 000 personnes ont participé à l'événement, devenu en quelques années « the place to be » pour tous les entrepreneurs du pays, mais aussi pour le gouvernement. Pas moins de trois ministres s'y sont montrés : celui de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, son secrétaire d'Etat au Numérique, Mounir Mahjoubi et la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. « *Elle nous consulte beaucoup, Bruno Le Maire était assez loin de la techno, mais il s'en est rapproché* », témoigne Bertrand Diard, fondateur de Talend, sa société introduite avec succès au Nasdaq, en 2017, et administrateur très actif de Tech In France, l'association tournée vers les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et start-up du secteur technologique. « *Aujourd'hui, ce sont les politiques qui viennent naturellement à nous* », observe l'homme d'affaires.

Tout l'écosystème s'est mobilisé pour sensibiliser le ministre de l'Economie sur les retombées de son projet de taxe sur les Gafa, notamment lors d'un rendez-vous à Bercy. « *On a vraiment cru qu'il voulait nationaliser la tech française*, raconte l'un des participants. *Nous avons fait du* damage control *pour éviter que les start-up ne deviennent des victimes collatérales.* »

Le président de la République s'est pour sa part toujours montré très à l'écoute de l'écosystème french tech et ne manque pas une occasion de le

démontrer. Il lui a consacré près de deux heures le 9 octobre dernier à Station F, à l'invitation de son ami Xavier Niel, fondateur de Free et propriétaire des lieux. Le soir même, il dînait à l'Elysée avec un petit groupe d'entrepreneurs. Il a renouvelé l'exercice le mois suivant lors d'un déjeuner avec une poignée d'élus, membres pour la plupart du Galion Project *(lire ci-contre)*. Jean-Baptiste Rudelle (Criteo), Jérôme Lecat (Scality) et Bertrand Diard étaient notamment présents. Ce think tank des CEO de la tech française a pris une influence grandissante depuis sa fondation en 2014, et complète le travail des deux autres organisations du milieu : Tech In France et France Digitale, qui rassemblent à la fois entrepreneurs et investisseurs et portent haut les couleurs des start-up et scale-up tricolores, en poussant leurs intérêts.

« J'ai pu sympathiser »

Ils sont de plus en plus nombreux à profiter de ces réseaux très poreux à l'instar de Taïg Khris, 43 ans. Spécialiste des sports extrêmes, il s'est lancé sur le tard dans l'entrepreneuriat. Quand il a créé sa start-up Onoff, en décembre 2013, personne ne le prenait au sérieux. *« Au début, on pensait que je n'étais pas légitime, que j'avais peut-être une bonne idée mais que je n'y arriverais pas »*, raconte-t-il en parlant de son application qui permet aux utilisateurs de disposer de plusieurs numéros de téléphone. Le fondateur du Galion Project, Frédéric Mazzella, lui a ouvert les portes. *« Je me suis retrouvé pendant une semaine avec une trentaine de fondateurs de grosses boîtes avec lesquels j'ai pu sympathiser et qui m'ont donné des conseils »*, se souvient l'ancien triple champion du monde de roller sur rampe. Il a même convaincu certains de mettre un ticket dans son affaire. Plusieurs sessions lui ont permis de *« s'intégrer à ce petit milieu, apprendre à lever des fonds, comprendre les lois du business »*.

Un immense groupe WhatsApp de 228 membres permet d'échanger facilement, d'appeler à l'aide quand une situation imprévue se présente. *« Ça fonctionne bien, mais il va falloir que je le structure un peu »*, confie Agathe Wauthier, CEO et co-fondatrice du Galion Project. Outre les breaks à l'autre bout du monde, elle organise des dîners hebdomadaires à Paris, les délocalise parfois à Londres ou à San Francisco. Elle travaille aussi à l'ouverture d'un bureau à New York avec des Français qui ont réussi aux Etats-Unis. *« Nous fonctionnons comme un groupe de réflexion*, dit-elle. *Nous sommes très attendus sur les thèmes que nous retenons pour nos événements. »* Le think tank joue le rôle de baromètre des préoccupations des entrepreneurs de la tech tricolore.

Besoin de talents

L'association France Digitale, quant à elle, fixe le cap. *« Au départ, nos sujets étaient très financiers et touchaient beaucoup à la fiscalité »*, explique Jean-David Chamboredon, coprésident de France Digitale, initiateur et porte-parole du mouvement des Pigeons, et président exécutif du fonds Isai, qui rassemble de nombreux investisseurs français. Les temps ont bien changé : *« Il y a six ans, nous manquions de capitaux, aujourd'hui nous manquons de talents »*, s'exclame-t-il. L'écosystème français se développe à grande vitesse et manque à présent de managers confirmés, disposant de l'expérience pour transformer des centaines de pépites prometteuses en licornes. *« S'il est encore difficile d'attirer des non-Français, en revanche des dizaines de milliers de Français de la Silicon Valley ou de la tech londonienne pourraient être intéressés »*, estime-t-il.

L'autre grand défi est de parvenir à féminiser cette french tech qui demeure masculine à plus de 80 % : *« Neuf femmes sur dix disent qu'elles ont besoin de réseauter, c'est nouveau. Avant, elles ne s'entraidaient pas »*, affirme Delphine Remy-Boutang, avant de reprendre le leitmotiv de la Journée de la femme digitale, qu'elle a cocréée en 2013 : le XXIe siècle sera féminin ou ne sera pas.

Gilles Fontaine ▶



© Espirito Santo pour The Galion Project Portugal Talk

« Talk » au Portugal, en septembre 2018. Le thème du débat entre Pierre Kosciusko-Morizet, Simon Dawlat, Agathe Wautier, Benoît Charles-Lavauzelle et Raphael Jore : la performance du CEO.

The Galion Project cultive le « give back »

Un club de millionnaires qui font du kitesurf en été et du ski de randonnée en hiver… A ses débuts, l'équipe de The Galion Project n'a sans doute été vue que comme une bande de joyeux drilles partant s'éclater dans des endroits paradisiaques. A l'origine du mouvement, il y a l'amour de la glisse, partagé par deux de ses éminents fondateurs : Bertrand Diard (Talend) et Jean-Baptiste Rudelle (Criteo), deux des plus belles *success-stories* de la Tech française. Mais il y a surtout la culture du « give back », cette volonté de rendre une partie de sa réussite et de sa fortune en partageant son expérience. Près de cinq ans après les premières figures de *wakestyle* à Saint-Martin, le groupe s'est imposé comme le think tank incontournable des entrepreneurs français à succès. Emmené par Agathe Wauthier, une ancienne d'Orange, le Galion comprend aujourd'hui quelque 230 membres qui paient une cotisation de 1 500 euros. Les conditions ? être un entrepreneur de la Tech, avoir levé plus d'1 million d'euros auprès de *venture capitalists*, et recevoir deux parrainages. Clé de voûte de l'organisation : ces trois jours de break, mélange de travail et de détente durant lesquels tous les sujets sont évoqués – réussir ses acquisitions, ne pas rater le deal de l'année… et préserver sa vie familiale.

Marraine

Présidente du Siècle, longtemps bras droit de François Pinault, elle a pris son envol en solo il y a un an. Dans le privé comme dans le public, tout le monde veut faire appel à son expérience.

Au cœur du capitalisme français, mais jamais sur le devant de la scène. A 63 ans, Patricia Barbizet n'a rien perdu de son influence, maintenant qu'elle a quitté la mouvance de la famille Pinault pour voler de ses propres ailes. Bien au contraire. Inconnue du grand public, elle est présidente du Siècle *(lire page 48)* et de la Philharmonie de Paris, actionnaire d'un fonds d'investissement, Temaris, et son nom circule pour les postes les plus prestigieux comme la présidence d'Engie, finalement raflée par Jean-Pierre Clamadieu. Régulièrement sollicitée, cette femme au tempérament exigeant a les moyens de choisir ce qui lui plaît. Désormais libre. *« Il y a un an, ma vie s'est orientée vers une nouvelle configuration »*, résume-t-elle avec une simplicité un peu désarmante. Ses titres, passés ou présents, sont pourtant impressionnants.

Propulsée chez Pernod-Ricard

Cette femme *« directe »*, *« curieuse des gens »*, *« d'une grande ouverture »*, comme la décrivent ceux qui la côtoient, s'est intéressée à tout. Elle a siégé aux conseils d'Air France-KLM, Peugeot SA, Bouygues, et bien sûr dans de nombreuses sociétés de la galaxie Pinault, dont Artémis, Kering et Christie's. Toujours administratrice de Fnac-Darty (depuis 1995), et de Total (depuis 2008) dont elle est devenue le membre « référent » en décembre 2015, elle est entrée l'an dernier au conseil d'Axa. Un clin d'œil à ses débuts professionnels puisque l'assureur s'apprêtait à la débaucher de chez Renault, son premier amour professionnel où elle a passé douze ans, quand François Pinault lui a proposé de devenir le copilote de son groupe familial. C'était en 1988 et elle allait s'embarquer à ses côtés pour près de trente ans.

« Je suis la plus vieille administratrice de France! », plaisante Patricia Barbizet, drôle de façon de souligner qu'elle a été une des premières femmes, avec Véronique Morali (Fimalac), à obtenir des mandats prestigieux. Aujourd'hui, la reconnaissance est unanime. Alexandre Ricard l'a lui aussi conviée au conseil de Pernod-Ricard à la fin de l'année. Et l'a aussitôt nommée administratrice référente, décision qui ne se prend souvent qu'après un an de mandat. Un poste qui pourrait se révéler assez exposé pour l'ancienne directrice générale d'Artémis au moment où le groupe familial de vins et spiritueux est attaqué par le fonds activiste Elliott, derrière lequel certains croient déceler la main de LVMH, ce que le groupe dément.

« Etre administrateur référent, c'est une responsabilité, souligne l'experte en gouvernance Sophie L'Hélias, membre du conseil de surveillance de Kering où elle l'a connue. *C'est la personne qui est en première ligne après le PDG, ce qui signifie que vous inspirez confiance et que vous êtes considéré comme un facilitateur. »* Avec Elliott, la vie risque d'être mouvementée. D'autant que le fonds américain a pris pour conseiller parisien… Alain Minc, proche des Pinault, et donc de Patricia Barbizet. Elle en a vu d'autres, depuis les années 1990. *« L'affaire Executive Life l'a marquée profondément »*, rappelle la chasseuse de têtes Diane Segalen, en référence au rachat (et à la revente) par le groupe Pinault d'un portefeuille de junk bonds ayant entraîné des poursuites par la justice américaine. Ce n'est qu'en 2012 que le groupe a été blanchi. *« C'était une période de grande tension, mais elle a tenu bon. »*

« Pragmatique, pas naïve »

A l'heure où la question des rémunérations des dirigeants prend parfois une tournure passionnelle, son calme sera bienvenu à la présidence du Haut Comité de gouvernement d'entreprise (HCGE), que l'Afep, l'association des 100 plus grandes entreprises de France, et le Medef réunis l'ont priée de bien vouloir accepter. *« Un nid d'emmerdements »*, résume trivialement une figure de la vie des affaires à propos de cet organisme, créé en 2013 pour améliorer l'image patronale. Car ce discret collège est censé régler les conflits avant que le scandale n'éclate. Le cas de l'ancien PDG de Carrefour, Georges Plassat, contraint en juin dernier de renoncer à 3,9 millions d'indemnités de départ alors que le groupe supprimait 2400 emplois, est dans toutes les mémoires. *« Le code Afep Medef est de plus en plus accepté, et le HCGE a pris une place majeure »*, voulait croire sa nouvelle présidente le jour de la passation de pouvoir. Son prédécesseur, Michel Rollier, ancien patron de Michelin, avait ce jour-là l'air plutôt soulagé.

« C'est une pragmatique, pas une naïve, note Laurent Bayle, le directeur général de la Cité de la ▶▶▶

40 ANS DE RÉFÉRENCES

1955 Naissance à Paris

1976 Diplômée de l'ESCP Europe

1977 Trésorière de RVI, puis directrice financière de Renault Crédit International.

1989 Directrice financière du groupe Pinault.

1992 Directrice générale d'Artémis.

1999 Présidente du conseil de PPR.

2014-2016 PDG de Christie's.

2016 Présidente de la Philharmonie de Paris.

2017 Présidente du Siècle.

2018 Présidente de Temaris & Associés, du comité de surveillance du grand plan d'investissement de l'Etat et du Haut Comité de gouvernement d'entreprise.

Eric Piermont/AFP



La deuxième vie de Patricia Barbizet

1. Au côté de Patrick Pouyanné, PDG de Total, à l'AG des actionnaires, en mai 2016. Au conseil d'administration depuis 2008, elle en est devenue le membre « référent » en 2015.

2. A la conférence Bilderberg, à Dresde, en juin 2016. Elle fait partie de la délégation française avec Henri De Castries pour ce rendez-vous ultra select qui réunit chaque année des personnalités du monde des affaires et de la politique.



Capture d'écran



Capture d'écran



Christophe Morin/IP3/MAXPPP

3. A l'AG d'Axa en avril 2018. Elle est entrée au conseil l'an dernier, trente ans après que l'assureur a tenté de la recruter, sans succès.

4. Avec Edouard Philippe, en juin 2018, à l'Institut de recherche technologique M2P, à Metz. Le Premier ministre l'a installée il y a huit mois à la tête du comité de surveillance du grand plan d'investissement de l'Etat.



Hamilton/Rea

▶▶▶ musique – Philharmonie de Paris. *Elle n'est pas bloquée par des idées reçues.* » Forte de son carnet d'adresses et de son influence, elle lui a apporté tout son soutien, quand il s'est agi de convaincre l'establishment parisien de quitter la rue du Faubourg-Saint-Honoré pour aller écouter des concerts à la porte de Pantin. « *Elle a mis des bottes de chantier et elle est venue visiter*, raconte-t-il. *Elle a été convaincue en comprenant que ce qu'elle voyait à la Cité de la musique avait plus d'avenir que ce qu'on voyait à Pleyel.* »

ELLE AIME

Le violoncelle, le chant, la musique.

Les romans japonais.

Marcher.

Etre informée.

Les chiens.

ELLE N'AIME PAS

Les interviews.

La transparence à tout prix.

Se coucher tard.

La paresse intellectuelle.

Rendez-vous au Café de Flore

Cette liberté de penser explique peut-être pourquoi le secteur privé n'est pas le seul à vouloir bénéficier de son expérience. Le public aussi, même si elle a dit non à des offres de postes ministériels qui lui ont été proposés. L'actuel Premier ministre, Edouard Philippe, l'a installée en juin 2018 à la tête du comité de surveillance du grand plan d'investissement de l'Etat héritier des « investissements d'avenir » initiés il y a dix ans par le tandem Juppé-Rocard sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Une mission qui ne lui est pas tout à fait inconnue, puisqu'elle a présidé le comité d'investissement du Fonds stratégique d'investissement (FSI), le fonds souverain de l'Etat français, entre 2008 et 2013. « *Le rôle de l'Etat dans l'innovation est essentiel* », souligne cette financière rigoureuse, qui a si longtemps exécuté avec maestria les « coups » pensés par son mentor et devra cette fois se montrer attentive au bon usage des 57 milliards d'euros sur quatre ans débloqués par le gouvernement. Le poste requiert trois qualités qu'elle possède, estime l'industrielle Victoire de Margerie : « *Elle est extrêmement calme et ne se laisse pas perturber par les modes, elle privilégie les engagements et la création de valeur sur le long terme, et son mode de fonctionnement est très collectif.* »

Urbaine, Patricia Barbizet ne fuit pas la presse et donne rendez-vous au premier étage du Flore, le café de Saint-Germain-des-Prés. Mais en même temps, elle n'a pas très envie qu'on fasse son portrait. Elle se raconte tout de même. Juste un peu. Pas trop. Les trente années chez Pinault « *où [elle est] entrée le jour de la mise en Bourse* » ? « *C'était la possibilité de participer à une belle aventure auprès de quelqu'un hors norme, en y étant associée de près. Quand François Pinault m'a recrutée, il m'a demandé de l'aider à développer le groupe et à le transmettre. Ma mission est terminée, François-Henri Pinault a fait un travail exceptionnel. Place à une autre génération, il faut une autre façon de faire, pour une autre époque.* »

« Accompagner des jeunes »

Et maintenant ? « *Je veux du temps pour mes petits-enfants !* », répond d'abord cette grand-mère au visage juvénile et au regard pétillant. Un statut dont elle est tellement fière qu'elle l'a annoncé… lors d'un dîner du Siècle ! Mais encore ? Temaris, la société que François Pinault lui a cédée en remerciement pour ses bons et loyaux services, servira certainement à négocier quelques « deals », pronostique son entourage. Une centaine de millions d'actifs y seraient logés. Elle se montre prudente. « *Je souhaite continuer à accompagner quelques jeunes entrepreneurs. Pour le moment, c'est embryonnaire.* » Et puis la vie, c'est aussi la musique qu'elle aime tant. Et qu'elle peut désormais venir écouter, à la Philharmonie, « *plusieurs fois par semaine* ».

Anne-Marie Rocco